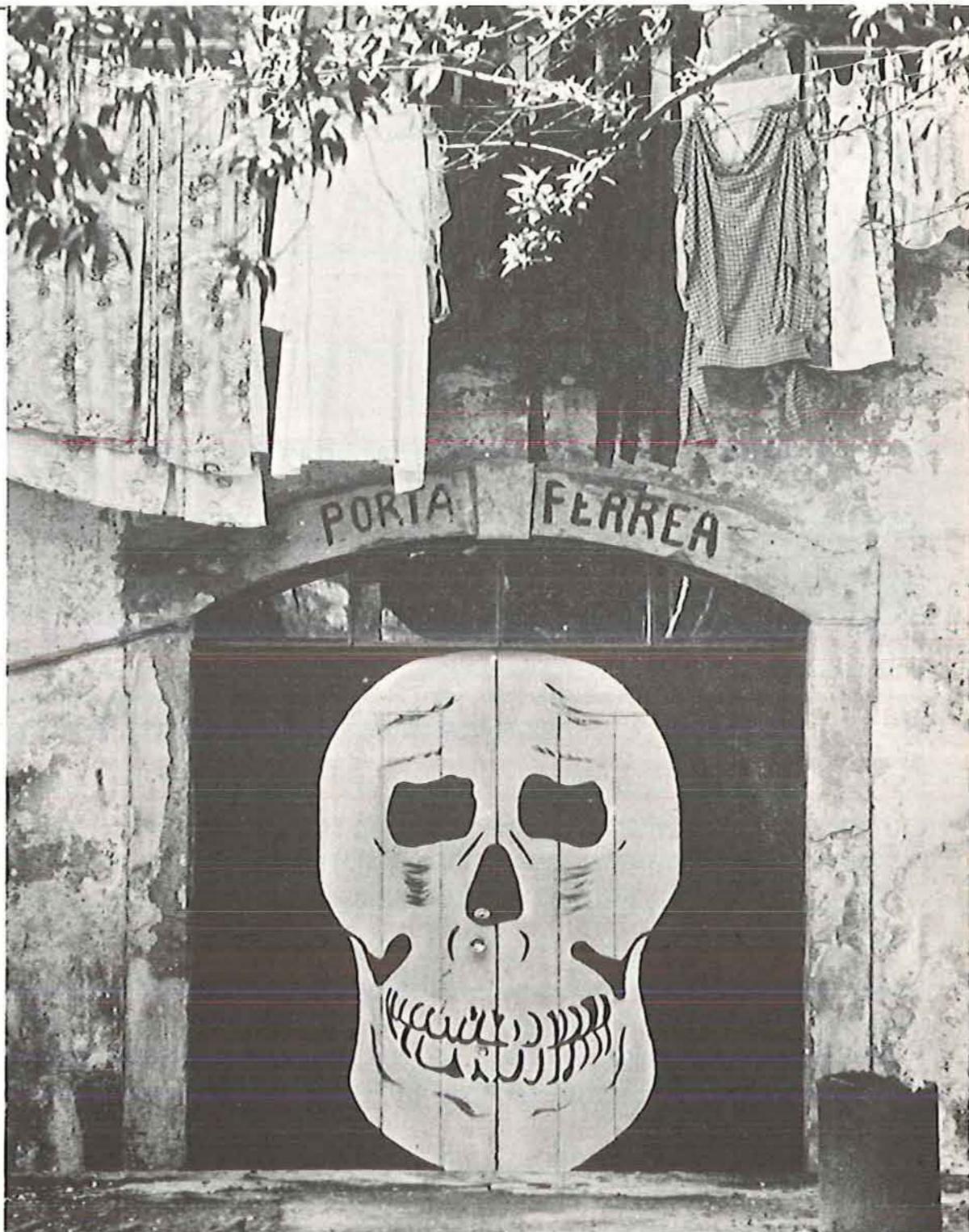


Visite aux «républiques» de COIMBRA (Portugal)

AUTOGESTION : UNE EXPÉRIENCE RICHE POUR ÉTUDIANTS PAUVRES



Entrée d'une république.

Dix mille étudiants qui se promènent en cape noire dans une petite ville, y chantent des «fados», la nuit, en grattant la guitare, entaillent leur vêtement, le jour, à chaque nouvelle conquête et brûlent les rubans multicolores de leur Faculté, en mai, après les examens... c'était hier.

Aujourd'hui, les étudiants sont dans les bureaux, sur les chantiers, dans les classes ou simplement chômeurs. Il faut être riche pour viser un diplôme, sans travailler. Leur âge, aussi, s'est diversifié : de 18 à 50 ans. Dans le groupe des cinq étudiants de la Faculté des Lettres (Institut de Français) qui a accepté de discuter avec moi de la condition étudiante, il y en avait trois chargés de famille dont une mère dont le fils de 21 ans était lui-même étudiant...

Le 25 avril 1974 qui a marqué le retour à la démocratie a-t-il modifié considérablement le sort des étudiants ? Il a fallu d'abord endiguer le flot des postulants en créant pour garçons et filles une année de service civique dans les services de santé, dans les jardins d'enfants. En revanche, on a donné des facilités aux travailleurs et plus particulièrement aux fonctionnaires pour qu'ils puissent suivre des cours. En fait, les étudiants qui essaient, peu ou prou, de gagner leur

subsistance, sont la majorité. Et de nombreux enseignant en sciences et en lettres poursuivent de front leur diplôme de capacité et des remplacements dans les classes. Rien de bien original, dans cette situation, si on la compare à ce qui se passe en France. Rien, sinon les républiques.

1. LA RÉPUBLIQUE DES CORSAIRES DES ILES

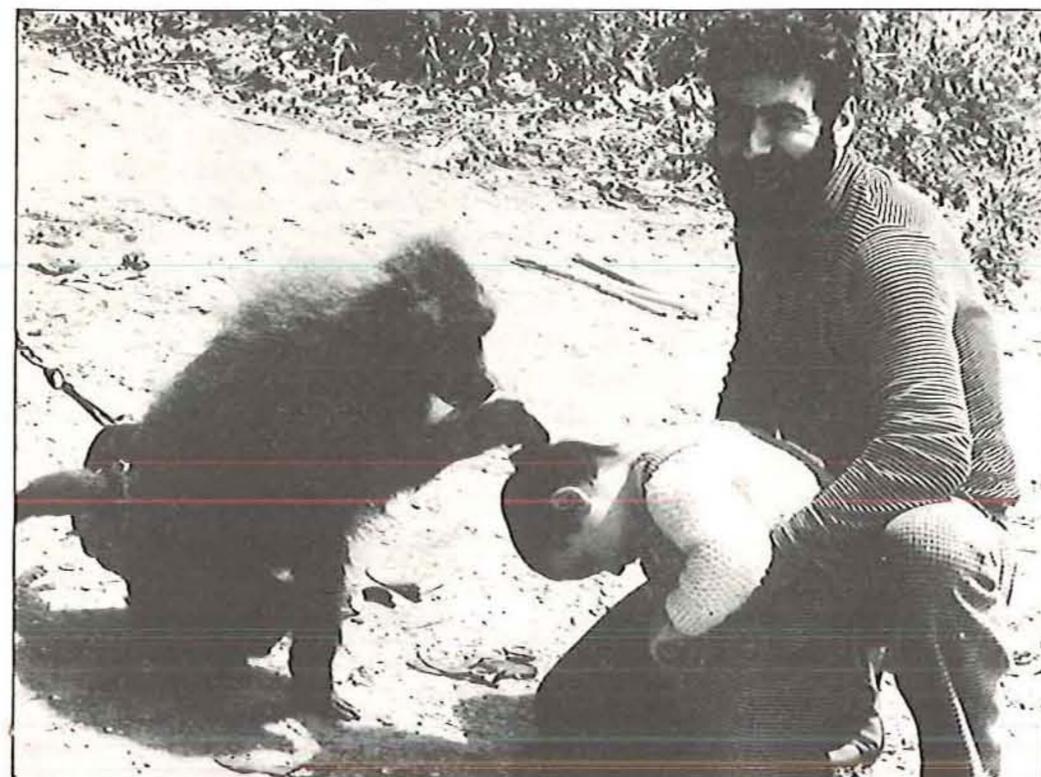
Coimbra n'est plus, depuis sept siècles, la capitale du Portugal mais tout se passe comme si elle restait affublée d'un quartier d'ambassades dérisoire : des bâtiments anciens et humides, entretenus avec peine, s'ornent d'écriteaux provocateurs : *República das fantasmas*, *República dos Corsários*, *República Ay-o-Linda*... Une trentaine de panneaux qu'on prendrait pour des écriteaux de cabaret mais qui ne sont que des repaires d'étudiants paisibles, trop studieux, angoissés par les contrôles (scolaires et non de police) trop fréquents.

Les touristes ne les envahissent pas car les demeures sont si délabrées qu'on s'attend à la chute d'une poutre, d'une planche ou d'une tuile quand on les visite. Mais c'est une crainte tout à fait déplacée car les escaliers qui gémissent et les portes qu'on peut faire grincer mais qu'on ne réussit pas à fermer appartiennent au style de la maison : on entend l'arrivant, sans sonnette et les serrures n'ont pas ici droit de cité : tout est ouvert à tous.

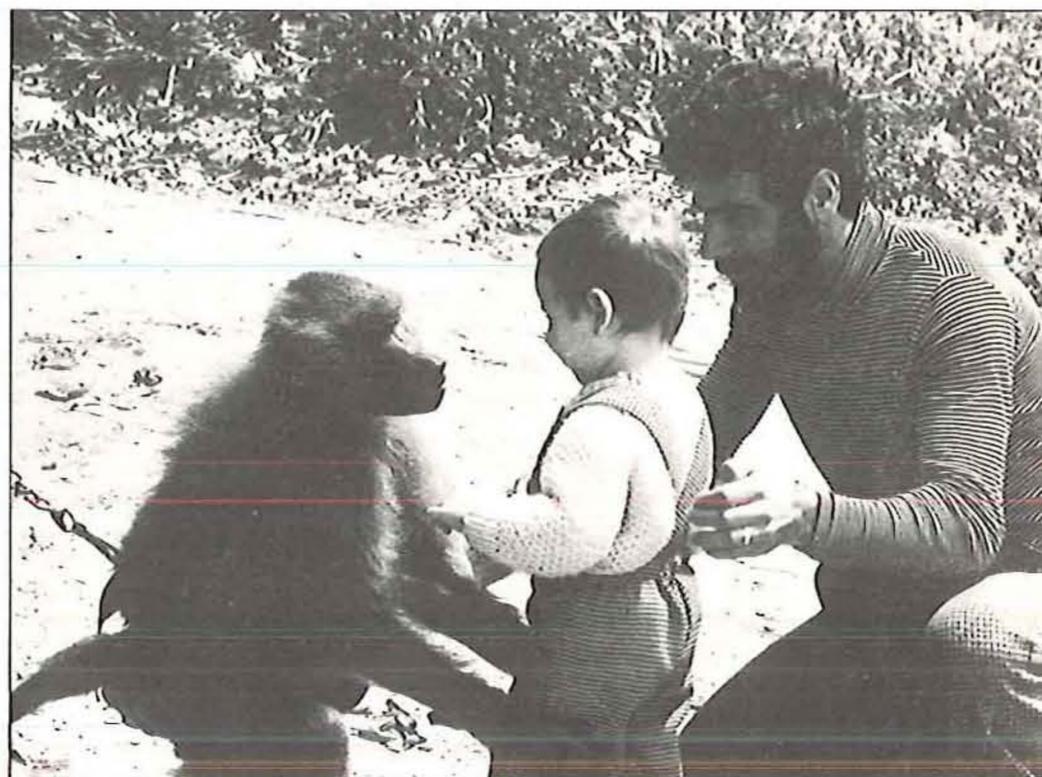
José Martins. — Cette république a été fondée en 1958 par des étudiants des Açores. Ce n'est pas la plus ancienne car il y en a d'autres qui comptent plus de quarante ans. Actuellement, nous sommes neuf, dont trois des Açores, tous des hommes.

R. Ueberschlag. — Vous refusez les étudiantes ?

J.-M. — Non, pas du tout. Mais les familles ont pris l'habitude de placer les filles dans des résidences dirigées par des religieuses parce qu'ils craignaient que les républiques fussent des lieux de débauche. Maintenant, on commence à compter des pensions non religieuses, des foyers pour jeunes filles mais leur fonctionnement est tout à fait différent du nôtre. Ici, c'est nous qui prenons en



Un an de service civique avant la Fac : dans les services d'hygiène...



... et d'éducation pré-scolaire.

charge la gestion. Tous les quinze jours nous avons une réunion qui dure une heure. Un gars y rend compte des dépenses de la cuisine, un autre des frais généraux (électricité, gaz, charges). Le loyer de la maison se monte à 2 000 escudos (180 F) par mois car la maison est déjà très ancienne. Un troisième gars est chargé de préparer les menus, de les donner à la cuisinière, en respectant le plafond des dépenses prévu.

R.U. — Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans cette existence communautaire ?

J.M. — Ici, il y a un principe : nous devons former une famille et les difficultés doivent se discuter en séance plénière. Mais je dois dire que nous sommes tout à fait conscients de notre chance d'échapper à la solitude. Moi, je suis de l'Algarve et si je n'avais pas été admis dans cette république, je serais une épave, n'ayant ici ni parent, ni ami. De plus nous nous encourageons mutuellement à étudier. Ce qui ne nous empêche pas de nous retrouver pour les loisirs. Quand il y a une fête, nous décidons d'y aller ensemble...

R.U. — Les républiques ne font-elles que des recrutements géographiques (les Açores, ici) ou acceptent-elles des étudiants ayant les mêmes options politiques ?

J.M. — Dans cette maison, nous sommes presque tous de gauche ce qui signifie que nous sommes adversaires de toutes ces traditions qu'on voudrait rétablir : le port de la cape, le bizutage qui vaut aux nouveaux arrivants de première année la tête rasée, l'interdiction de sortir après dix-huit heures et l'obligation d'obéir comme des domestiques aux anciens. J'ai vécu ici avant 1974 et j'ai connu tout ce folklore, épargné heureusement aux nouvelles générations d'étudiants.

R.U. — J'ai constaté que les républiques comptaient rarement plus de douze membres. Ce chiffre est-il un nombre limite pour garantir l'harmonie dans la communauté ?

J.M. — C'est une autre considération qui entre en jeu. Les maisons des répu-

bliques sont délabrées et les locaux utilisables se limitent à une dizaine de pièces au maximum. Comme les loyers sont bas, les propriétaires refusent de faire des réparations en espérant ainsi nous décourager de rester dans les murs puis revendre les lieux à des promoteurs. Nous avons trois chambres doubles et trois chambres simples ainsi qu'une petite salle destinée aux réunions et aux fêtes...

R.U. — Quand un étudiant s'en va, comment est-il remplacé ?

J.M. — Le nouveau venu doit être présenté par un étudiant qui est déjà parmi nous ; c'est donc un ami qui va nous arriver. Si ce cas ne se présente pas, le nouveau venu est soumis à un mois de stage.

R.U. — Avez-vous la possibilité de fournir des jobs à mi-temps à vos camarades ?

J.M. — C'est très difficile. Quand on trouve un petit travail, c'est qu'il est si mal payé que personne n'en veut. Pour vivre à Coimbra, un étudiant ordinaire doit demander à ses parents 6 000 escudos (540 F) par mois. Rien que pour payer sa chambre, il engage déjà la moitié de cette somme. Mes propres parents ne peuvent m'envoyer que 3 000 escudos. Sans la république, il me faudrait quitter l'Université : ici nous payons pour le lit et le couvert 2 000 escudos !

R.U. — Votre nourriture est-elle assez variée, à ce prix ?

J.M. — A chaque déjeuner, il y a un plat de poisson et pour le dîner, un plat de viande.

R.U. — Les étudiants, ici, appartiennent à toutes les spécialités ?

J.M. — Oui, moi je fais des études d'ingénieur civil ; d'autres font leur médecine, un autre de la philo ou de l'histoire.

R.U. — Discutez-vous, entre vous, de vos études ?

J.M. — On s'était proposé de le faire mais sans y arriver car les programmes d'études sont trop chargés. Ainsi j'ai renoncé à rentrer chez moi, pendant les

vacances pour pouvoir étudier ici. Les seules réunions qui s'avèrent indispensables sont celles où on peut se défouler.

R.U. — Que se passe-t-il quand vous n'arrivez pas à équilibrer vos comptes ?

J.M. — Quand nous avons des problèmes d'argent, nous polycopions une lettre aux anciens : «*Notre navire est en danger de naufrage, nous avons à faire des réparations...*» Comme les anciens sont souvent bien établis : médecins, avocats, professeurs, ils nous envoient des mandats de 500 ou 1 000 escudos.

R.U. — Vingt-deux ans d'existence, ça représente combien d'anciens ?

J.M. — Soixante-dix, environ, tous enregistrés sur notre «livre de pêche» !

Concours de pêche de la Faculté de Lettres... les professeurs y sont admis (ils ont l'habitude de repêcher).

II CONCURSO DE PESCA DA FACULDADE DE LETRAS

FC

ABERTO A DOCENTES, FUNCIONÁRIOS, ALUNOS E SEUS FAMILIARES
DIA 4 DE MAIO
NO MOLHE DA LUSITÂNIA, FIGUEIRA DA FOZ
SERVIDO DE ALMOÇO NA ADEGA DA QUINTA

INSCRIÇÕES EM GERMÂNICAS (OLIVEIRA)

| | |
|----------------------|--------|
| | 50\$00 |
| Crianças até 14 anos | 30\$00 |

As inscrições encerram às 17,30 h. de 30-IV
AOS CONCORRENTES SOLICITAMOS UM PRÊMIO

2. LA RÉPUBLIQUE «OH ! QU'IL EST MIGNON !»

R.U. — Votre république a un nom surprenant.

Arthur Rodriguez. — C'est l'exclamation ironique qu'on poussait quand on apercevait un jeune étudiant, autrefois. Il faut dire que notre république a plus de quarante ans...

R.U. — Pourtant, vous avez une réputation de république avant-gardiste...

A.R. — L'étudiant de Coïmbra a toujours été considéré comme contestataire. Dans cette maison, il y a eu sous Salazar, de nombreuses réunions antifascistes. Cette politisation, commune à la majorité des républiques, nous a valu une mise à l'écart des recteurs, d'autant plus facile qu'il s'agissait de provinciaux désargentés. D'un autre côté, le gouvernement aurait bien aimé nous «récupérer» mais, en conseil de républiques, nous nous sommes déclarés solidaires contre toute emprise gouvernementale. Ce conseil est très minoritaire dans le mouvement étudiant puisqu'il n'émane que de 200 à 300 étudiants. Il a pourtant constitué l'avant-garde de toutes les manifestations d'étudiants.

En 1969, il a essayé d'insuffler votre mai 68 dans la vie étudiante mais sans grands résultats. C'est pourtant cette année-là qu'a été inaugurée la nouvelle université et le président de la République (portugaise, cette fois !) devait présider les cérémonies. On a fait pression sur nous pour que nous nous revêtions de l'ancienne cape, la «batina» mais en vain : le conseil des républiques avait donné un ordre contraire qui fut suivi. L'association académique était à cette époque entre les mains des étudiants de droite. En 1969, les étudiants de gauche ont pris d'assaut le siège de l'association et les ont mis à la porte jusqu'en 1978. Si nous avons pris le pouvoir, c'est que nous étions plus actifs, que toutes les initiatives venaient de nous. Cette association dirige, en fait, tous les mouvements associatifs sportifs et culturels. Moi, j'appartiens à la Tuna de musique. Mais, en prenant le pouvoir, le conseil des républiques a trouvé un nouveau champ pour militer plus efficacement, car l'association groupe tous les étudiants. La vie interne des républiques a pourtant souffert de l'absence, de la disparition du conseil. Nos étudiants s'intéressent beaucoup plus à la vie des associations qu'à leur propre république et l'autogestion est alors en péril. Les membres des républiques renoncent aux repas en commun, ferment leur chambre à clef, passent à un individualisme qui ne correspond plus à l'esprit des républiques.

Ici, dans cette maison tout est ouvert. Dans d'autres républiques on se contente de payer le loyer au propriétaire, pas plus. Ici, tout est encore mis en commun dans un esprit révolutionnaire.

R.U. — Quand vous réunissez-vous ?

A.R. — Nous organisons des réunions de gestion tous les mois et parfois plus fréquemment, si c'est nécessaire. Elles

commencent à neuf heures du soir et se terminent le lendemain matin, à l'heure des cours. Il n'y manque ni vin, ni chorizo grillé. Une fois par an, c'est la grande fête pour les gens qui sont passés par la république.

R.U. — Les anciens sont-ils aisément mobilisables ?

A.R. — Nous leur envoyons le journal de l'année qui les tient au courant des événements de la république ainsi qu'une invitation à la fête annuelle. Celle-ci dure trois ou quatre jours, sans interruption, c'est une tradition à laquelle il est difficile d'échapper. On discute de sujets politiques, on mange, on boit. On essaye de lutter contre le courant actuel qui rend les études de plus en plus difficiles au point que les examens nous empêchent de pratiquer les activités d'association indispensables à notre équilibre.

R.U. — Les étudiants peuvent-ils se venir en aide, au sein d'une république ?

A.R. — Au lendemain du 25 avril, le travail de groupe avait été introduit à l'Université. Il a donné lieu à des excès : il y avait des opportunistes qui exploitaient le travail des copains.

Actuellement les professeurs introduisent l'évaluation continue pour faciliter les études et en augmenter la qualité. De leur côté les étudiants se montrent plus exigeants et souhaitent des cours plus complets, plus fouillés. Ils veulent être jugés individuellement. Ce n'est guère que dans l'enseignement supérieur technique et dans les écoles d'ingénieurs que les travaux de groupe ont survécu.

Le travail d'entraide au sein d'une république est plus difficile car sur quinze locataires nous n'avons que deux juristes, deux étudiants en lettres et à des niveaux différents. En revanche, nous sommes dix de cette maison à nous retrouver à l'entraînement dans l'équipe de football.

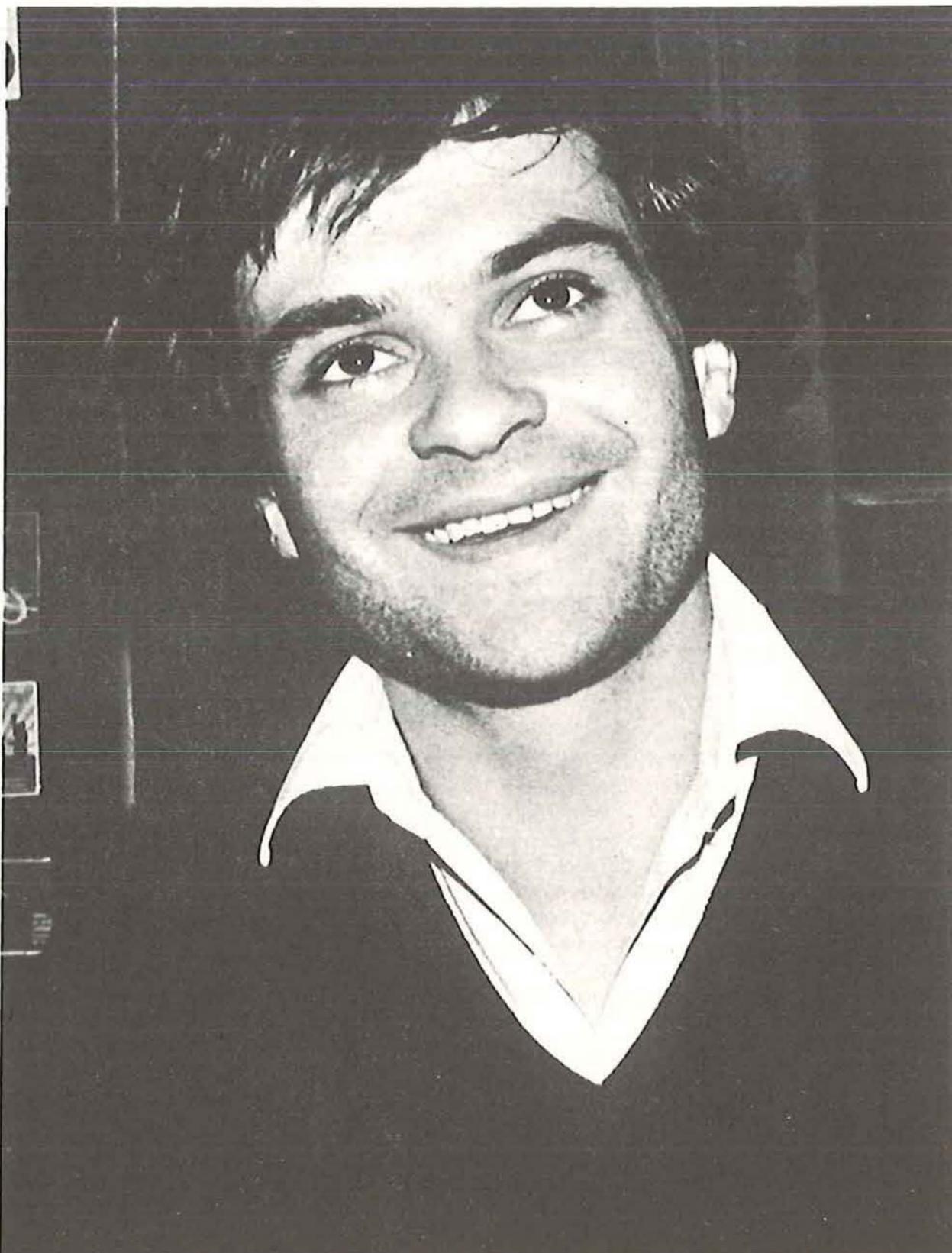
R.U. — Comment réglez-vous les problèmes de gestion ?

A.R. — Il y a quatre responsabilités spécifiques tournantes :

- Faire les achats pour la cuisine ;
- Acheter le pain et le lait du jour ;
- Encaisser et dépenser l'argent, contrôler le budget ;
- Tenir la comptabilité du téléphone.

Pour le téléphone, nous utilisons un cahier dans lequel chacun note son nom et sa

Arthur Rodriguez : Une république comme celle-ci transforme complètement l'individu.



dépense (un compteur le renseigne). Nous encaissons les dûs chaque fin de mois. Le téléphone est la seule charge payée individuellement. Tout le reste est divisé par quinze. Le mois de séjour revient ici à 3 500 ou 4 000 escudos, ça dépend de nos frais de nourriture.

R.U. — Qui se charge de faire les repas ?

A.R. — Nous avons une cuisinière. La précédente qui a pris sa retraite, l'année passée, était là depuis les débuts de la République.

R.U. — Vous est-il possible de faire des repas moins chers que ceux du restaurant universitaire ?

A.R. — Sûrement pas. Nous estimons que ce qu'on offre aux restaurants universitaires, c'est pour des cochons. La sécurité sociale des étudiants soigne en majorité des maladies gastriques. C'est tout dire.

Cette situation n'a changé que pendant une semaine : celle qui suivit l'élection des étudiants de droite à la tête de l'association. Ils avaient construit leur campagne électorale sur l'amélioration de la bouffe. Ça a duré une semaine, puis, tout est rentré dans l'ordre.

R.U. — Les troubles gastriques mis à part, il vous arrive tout de même d'être malades...

A.R. — Oui et dans ce cas, nous ne dépensons pas un sou. Il y a, en ville, une demi-douzaine de médecins qui sortent de cette république. Il ne leur viendrait pas à l'idée de se faire payer.

R.U. — Il y a donc une grande solidarité entre les anciens et les nouveaux.

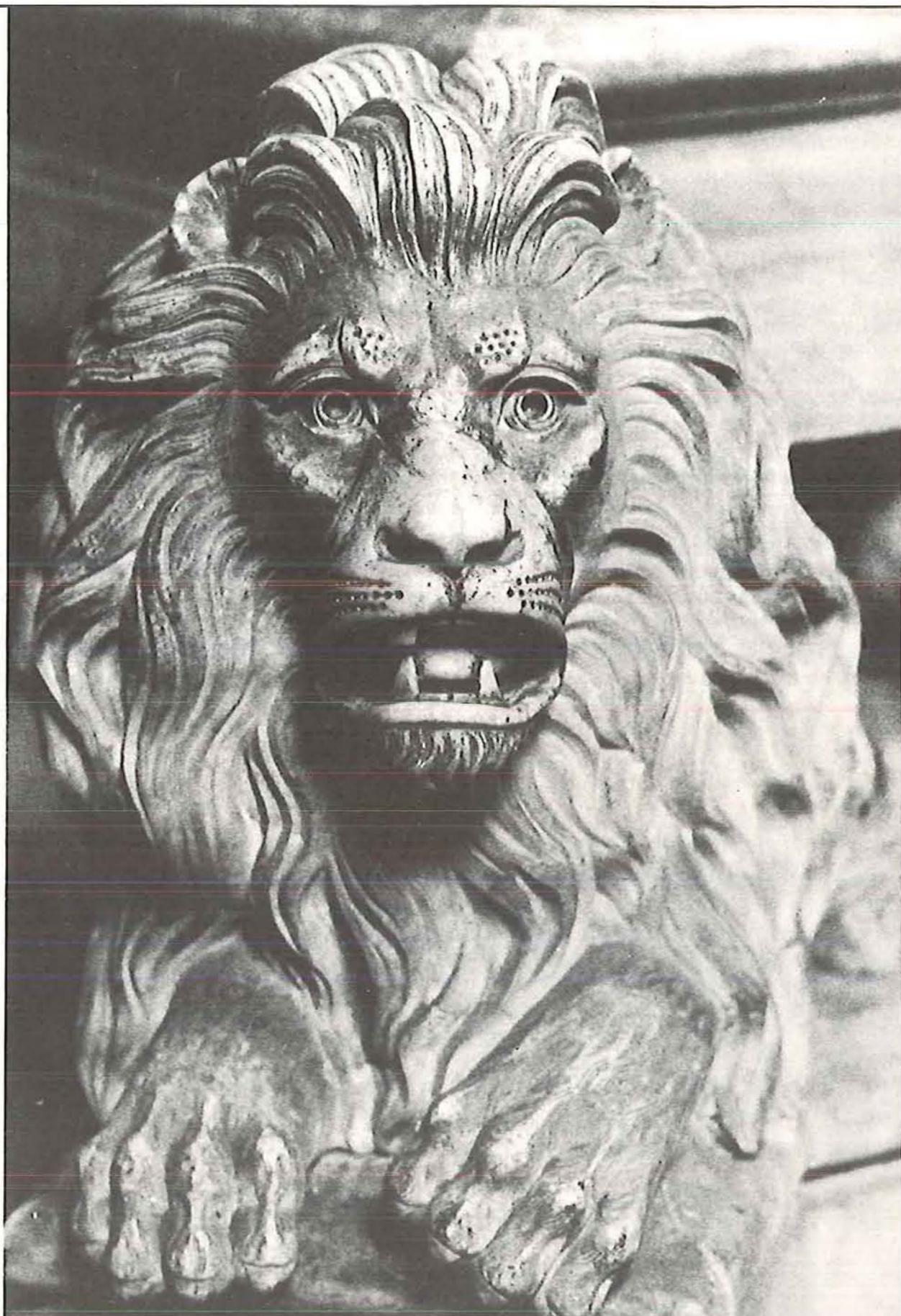
A.R. — Même entre les anciens eux-mêmes. Ainsi, l'évêque de Porto était farouchement opposé à Salazar et le critiquait ouvertement. Ce dernier n'aurait jamais osé le déplacer car tous les deux étaient issus de la même république. On ne le lui aurait pas pardonné.

R.U. — Que vous a apporté la république, au plan humain ?

A.R. — Une république comme celle-ci transforme complètement l'individu. S'il vient avec de mauvais instincts, ils disparaissent. L'individualisme et les défauts s'en vont parce que les autres camarades ne les tolèrent pas. Exemple : s'il aime se coucher tôt et râle parce que les autres mangent ou font du bruit, le lendemain, il ne retrouvera plus son lit dans sa chambre. Force lui sera donc, pour le récupérer, d'accepter la vie des autres. Avec le temps ce genre de petits problèmes disparaît. Pour la sociabilité, c'est excellent : je ne connais pas de meilleure façon de vivre en société que de retrouver des copains à table, dans les sorties, dans les activités communes. Pour les études : c'est un encouragement certain. Quand on voit les autres étudier, on se sent obligé de s'y mettre. Pour les relations humaines, c'est un espoir très solide qu'on acquiert ici : on se fait beaucoup d'amis, dans tous les milieux et on cultive la solidarité. Politiquement, nous pensons plus ou moins de la même façon bien que tous les membres ne soient pas communistes.

R.U. — Ne croyez-vous pas que ce genre d'existence est appelé à se développer ?

A.R. — Non, hélas ! Et nullement parce



Avec 160 étudiants par amphithéâtre, le cours magistral devient inévitable.

que l'enthousiasme à son égard fait défaut. la crise du logement interdit d'acheter ou de louer de nouvelles maisons. Celle-ci est condamnée à court terme parce que le propriétaire veut nous décourager en ne faisant aucune réparation. De leur côté, les étudiants recherchent des conditions matérielles meilleures : bâtiments neufs, chauffage central. Les étudiants pauvres seront bientôt une espèce en voie de disparition.

3. VIE ÉTUDIANTE ET ENGAGEMENT POLITIQUE

A côté des trois cents étudiants heureux des républiques, que deviennent les autres ? A la cafeteria de l'Université de

Coimbra j'ai rencontré des étudiants de français (quatre étudiantes et un étudiant).

R.U. — Les étudiants peuvent-ils lutter pour des conditions meilleures ou doivent-ils se contenter de subir leur sort actuel ?

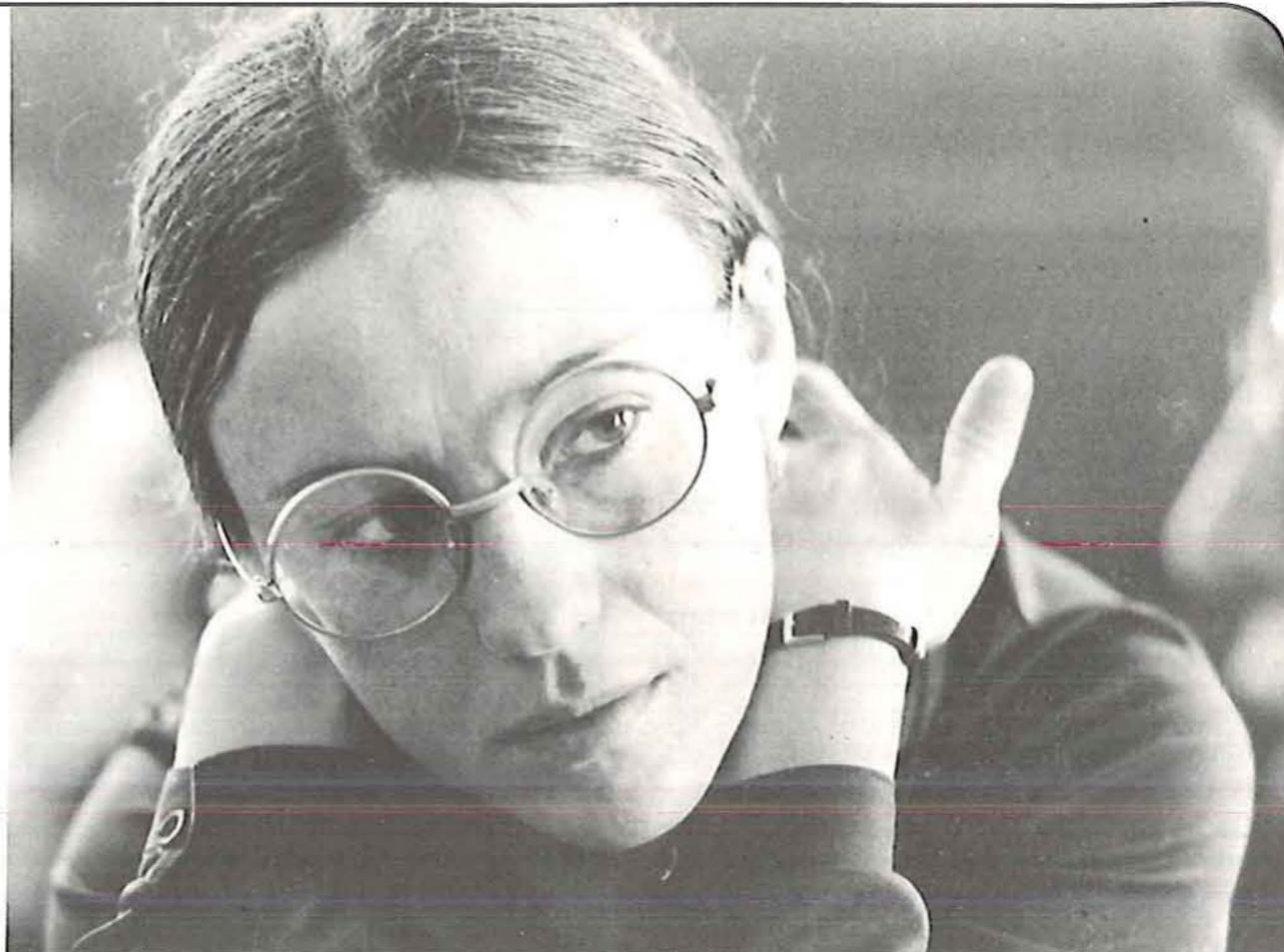
Mila. — Ce que nous voyons autour de nous est assez décourageant. Le chômage atteint maintenant les diplômés. Les entreprises préfèrent engager des techniciens et je connais un ingénieur qui gagne sa vie comme éboueur.

R.U. — Et dans l'enseignement ?

Fernando. — Nous avons encore nos chances dans l'enseignement secondaire parce que beaucoup de postes sont occupés par des enseignants non qualifiés qu'il est prévu de remplacer. Mais cela signifie aussi qu'on peut nous envoyer dans un coin reculé et briser notre vie familiale parce que le conjoint est occupé dans notre ville d'origine.

Thérèse. — Ce n'est pas ma seule inquiétude. Moi ce sont les personnes qui me font peur : les collègues, les adolescents, très durs actuellement. Nous ne sommes pas préparés à les affronter.

Fernando. — Bien sûr, on fait de la politique dans le milieu étudiant. Mais ce sont toujours les mêmes qui parlent et ils disent toujours la même chose : l'Afghanistan, la réforme agraire... L'action politique n'est pas assez centrée sur nos besoins étudiants : on nous gave de cours, nous ne sommes pas en mesure de réfléchir, d'avoir une pensée personnelle. On nous considère comme des privilégiés alors que nous sommes mal logés, mal nourris et que les livres sont chers. Des amphis de 160, n'est-ce pas le cours magistral inévitable ? Nous sommes 8 à la maison et je suis soutien de famille. Je dois continuellement choisir entre négliger mes études ou ma famille. Le premier trimestre a été pour moi un enfer, personne n'aide les étudiants à s'insérer à l'université quand ils débarquent ici.



Mila : Je connais un ingénieur qui gagne sa vie comme éboueur.

Accepter un poste d'institutrice à la campagne, c'est souvent quitter mari et enfant.



Mila. — L'action politique, c'est aussi obtenir du professeur qu'il fasse un cours correct qui ne soit pas simplement un ramassis de citations et de références. Tout de suite après le 25 avril, les professeurs avaient peur de passer pour trop sévères, trop exigeants. Ils étaient laxistes et se réfugiaient dans un bavardage démagogique. Ils sont retombés dans l'erreur inverse : devenir hermétiques, compliqués, incompréhensibles pour nous faire sentir notre ignorance...

Teresa. — Pour moi, agir politiquement, c'est essayer d'être cohérente, c'est s'engager dans une façon de vivre et ne pas se contenter de choisir une couleur politique.

Célesta. — A propos des plaintes de ceux qui doivent exercer loin de leur foyer... a-t-on le droit de se déclarer partisan de l'instruction obligatoire et refuser d'avoir à enseigner dans la brousse ? Cela ne me semble pas cohérent mais tout simplement égoïste.

Teresa. — Moi, je sens que ma vocation serait d'aider des adultes à se réadapter. Mais on ne crée aucun poste... Par ailleurs, je trouve qu'il est inhumain d'obliger un jeune de quinze ans à opter pour une filière professionnelle. Sans doute a-t-on institué maintenant dans le secondaire des matières à option qui permettent d'explorer les vocations mais malgré cela l'angoisse du métier demeure.

Dans les propos que j'ai entendus en existe-t-il qui ne s'applique pas à la situation française ? On est pris de vertige en pensant que rien qu'en Europe, plusieurs millions de jeunes perdent progressivement espoir... sauf dans quelques maisons délabrées où l'autogestion leur ménage une survie.

Roger UEBERSCHLAG